

422241-2026 - Competition

France – Motion picture projection services – Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "CINEMARINE"

OJ S 117/2026 19/06/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: Commune de Benodet

Email: marches@benodet.fr

Legal type of the buyer: Local authority

Activity of the contracting authority: General public services

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "CINEMARINE"

Description: La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention de délégation de service public, d'une durée de 5 ans, pour la gestion et l'exploitation du cinéma "CINEMARINE ". Ce marché n'est pas divisé en lot.

Procedure identifier: 26d52ed3-b530-4952-984d-c824589a6a42

Internal identifier: DSP 2026-01-01

Type of procedure: Open

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 92130000 Motion picture projection services

2.1.2. Place of performance

Postal address: Corniche de la Plage

Town: Bénodet

Postcode: 29950

Country subdivision (NUTS): Finistère (FRH02)

Country: France

2.1.3. Value

Estimated value excluding VAT: 900 000,00 EUR

2.1.4. General information

Legal basis:

Directive 2014/23/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "Cinémarine"

Description: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "Cinémarine"

Internal identifier: DSP 2026-01-01

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 92130000 Motion picture projection services

5.1.2. Place of performance

Postal address: Corniche de la plage

Town: Bénodet

Postcode: 29950

Country subdivision (NUTS): Finistère (FRH02)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Start date: 01/01/2027

Duration: 60 Months

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project fully or partially financed with EU Funds.

Additional information: Communication : L'accès aux documents du marché : www.bretagne-marchespublics.com Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être

obtenues : le ou les point(s) de contact susmentionné(s) Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées : au(x) point(s) de contact susmentionné(s) Cette

concession ne peut pas faire l'objet d'une reconduction et n'est pas renouvelable. La

Commission de délégation de service public dressera la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de

l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (art. L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail), et de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers

devant le service public. 1) Conditions de participation 1.1) Habilitation à exercer l'activité

professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession 1. Lettre de candidature ou DC1, datée et signée du dirigeant, accompagnée des

documents l'habilitant à la signature (en cas de groupement, nom des membres, identité du mandataire, preuves de l'habilitation du mandataire) ; 2. Déclaration sur l'honneur attestant

que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-11, et à

l'ensemble des conditions soumises aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 du code de la commande publique 3. S'agissant d'une procédure, les candidats doivent produire, chacun en

ce qui le concerne, l'ensemble des pièces visées dans l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 4 CCP) fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la

délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, et plus globalement tout élément de nature à établir qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de

soumissionner ; 4. Les documents suivants relatifs à la situation propre des opérateurs économiques : a) Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager

l'entreprise candidate ; b) Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les personnes physiques ou

morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de

déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ; c) Si une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a été ouverte, le candidat produit la copie des décisions de justice afférente à cette procédure. 1.2) Capacité économique et financière Les candidats doivent produire une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part le chiffre d'affaire global et, d'autre part, le chiffre d'affaire concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié. En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. 1.3) Capacité technique et professionnelle 1. Une note descriptive des moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois (3) dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois (3) ans ; 2. Une note présentant l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ; 3. Une liste des prestations de même nature que les prestations objets de la consultation. L'opérateur économique candidat peut apporter la preuve de ses capacités techniques et professionnelles par des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou par tout moyen jugé équivalent. En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Les candidats sont autorisés à présenter une copie des certificats, documents et justificatifs susvisés. Les candidats étrangers devront satisfaire les mêmes exigences au regard de règles d'effet équivalent dans leur pays. Les formulaires DC1, DC2 ou DUME peuvent être utilisés, ils sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>. Conditions d'exécution de la concession La rémunération du concessionnaire s'effectuera directement par les recettes commerciales tirées de l'exploitation du restaurant.

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: https://mairiebenodet.bretagne-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_11478_1167090.html

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Deadline for receipt of tenders: 28/07/2026 17:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Conditions relating to the performance of the contract: Le concessionnaire assurera l'exploitation, la gestion, du cinéma à ses risques et périls et assurera la continuité du service public, l'accueil des usagers, dans le respect des principes généraux d'exploitation, mise en

oeuvre d'une politique d'accompagnement des publics, commercialisation, promotion du cinéma, organisation d'événements culturels/événementiels, notamment 2 manifestations de type ciné-concert organisées par le casino en partenariat avec le cinéma, exploitation de toutes activités de services accessoires au service public délégué, reprise du personnel de l'actuel délégataire en application de l'article L. 1224-1 du code du travail, acquisition et renouvellement du mobilier nécessaire à l'exploitation, mise en oeuvre d'une stratégie commerciale, maintenir et conforter la mise en réseau avec les partenaires locaux, respect en tous points des dispositions législatives et réglementaires, entretien de l'ensemble des ouvrages, gestion administrative, financière et comptable.

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: Tribunal Administratif de Rennes

Review organisation: Tribunal Administratif de Rennes

Information about review deadlines: Informations complémentaires - Procédure " ouverte " en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat Corsica Ferries (CE, 15 décembre 2006, req. n° 298618). - Conditions de remise des candidatures : remise des dossiers par voie électronique obligatoire et déposée sur l'adresse du profil acheteur mentionnée au point I.1).

Aucun envoi n'est autorisé par voie papier, par courriel ou par télécopie. - L'autorité habilitée à signer la convention, après avis de la CDSP, négociera avec un ou des candidats, et saisira l'assemblée délibérante du choix du concessionnaire et du projet de contrat de DSP 2 mois au moins après la date d'ouverture des plis contenant les offres par la CDSP - Forme de groupement autorisé : Solidaire ou Conjoint avec mandataire solidaire Procédures de recours Instance chargée des recours Tribunal Administratif de Rennes Tel : 0223212828 - Fax : 0299635684 Introduction de recours Avant la signature du contrat recours en référé précontractuel (art. L. 551-1 et s du CJA), après ladite signature recours en référé contractuel (art. L. 551-1 et s du CJA) ou recours de pleine juridiction contre le contrat.

Organisation providing additional information about the procurement procedure: Commune de Benodet

Organisation providing more information on the review procedures: Tribunal Administratif de Rennes

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: Commune de Benodet

Registration number: 21290006200010

Postal address: place du Général de Gaulle

Town: BENODET

Postcode: 29950

Country subdivision (NUTS): Finistère (FRH02)

Country: France

Email: marches@benodet.fr

Telephone: +33 298570546

Buyer profile: <https://mairiebenodet.bretagne-marchespublics.com>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal Administratif de Rennes

Registration number: 173 500 059 00014
Postal address: 3, Contour de la Motte
Town: Rennes
Postcode: 35044
Country subdivision (NUTS): Ille-et-Vilaine (FRH03)
Country: France
Email: greffe.ta-rennes@juradm.fr
Telephone: 0223212828

Roles of this organisation:

Review organisation
Organisation providing more information on the review procedures
Mediation organisation

8.1. ORG-0000

Official name: DEMATIS
Registration number: 45072478600030
Town: Paris
Postcode: 75015
Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)
Country: France
Email: contact@dematis.com
Telephone: +33 172365548
Internet address: www.dematis.com

Roles of this organisation:

TED eSender

Notice information

Notice identifier/version: 7f044922-ae90-4d92-9bd6-f0c93a49c16a - 01
Form type: Competition
Notice type: Contract or concession notice – standard regime
Notice subtype: 19
Notice dispatch date: 18/06/2026 10:00:03 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time
Languages in which this notice is officially available: French
Notice publication number: 422241-2026
OJ S issue number: 117/2026
Publication date: 19/06/2026